

Sauf quand sont adoptées des mesures artificielles comme le contingentement des importations d'automobiles décrété par le Brésil, l'Argentine est mieux placée que le Brésil pour attirer les investissements étrangers, sa politique économique axée sur la libéralisation des échanges créant une conjoncture plus favorable aux affaires. Poursuivre une telle politique après des décennies d'interventionnisme économique a constitué une véritable épreuve pour l'Argentine. Si le MERCOSUR doit favoriser une croissance axée sur la concurrence et l'économie de marché, c'est au Brésil qu'il devrait revenir d'améliorer la qualité de son environnement économique au lieu d'adopter des mesures protectionnistes propres à contrer les efforts consentis par l'Argentine. À moins que le Brésil n'entreprenne une réforme en profondeur de son économie qui permettrait de parvenir rapidement à la symétrie souhaitée entre les politiques des deux pays, des confrontations semblables au différend sur les importations d'automobiles continueront probablement de nuire au bon fonctionnement du MERCOSUR.

Le danger que les exportations brésiliennes à bas prix ne portent un dur coup à l'industrie argentine constitue un autre problème de taille dans le contexte du MERCOSUR. Au début des années 1990, «[traduction] l'Argentine a été inondée de produits brésiliens bon marché<sup>46</sup> ». Bien des gens en Argentine ont alors pensé que les exportateurs brésiliens avaient été en mesure de vendre leurs produits à des prix inférieurs à ceux de leurs concurrents argentins en raison du taux d'inflation élevé au Brésil, et de ses répercussions sur le taux de change du peso par rapport au real. Dans une lettre adressée au ministre argentin de l'Économie en 1993, le président de l'Unión Industrial Argentina s'est plaint de ce que «[traduction] le secteur industriel brésilien... fait jouer l'inflation annuelle dans les quatre chiffres en sa faveur en maintenant les hausses de prix à un niveau supérieur à celui des augmentations de salaires, et en se servant d'un cruzeiro n'ayant pratiquement aucune valeur pour vendre à des prix inférieurs à ceux de nos producteurs [argentins]<sup>47</sup>. » Afin de freiner l'érosion de la balance commerciale, l'Argentine a adopté à l'époque une série de mesures temporaires destinées à limiter les importations en provenance du Brésil<sup>48</sup>. Le plan de stabilisation du real a effectivement réduit l'inflation, mais selon certaines personnes, la possibilité que celle-ci reprenne de plus belle en l'absence d'une réforme en profondeur de la fiscalité brésilienne est bien réelle. Si l'Argentine devait à nouveau

---

<sup>46</sup> R. G. Dearden, R. J. Hofley et J. Lagos, "The Mercosur Integrates South American Economies", *NAFTA Watch*, 16 mars 1994, p. 7.

<sup>47</sup> Richard Kessler, "Argentine Industry Seeking Delay in South America Free Trade", *Journal of Commerce*, 2 décembre 1993, p. 4A.

<sup>48</sup> Dearden, Hofley et Lagos, "The Mercosur", p. 7.